



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 05 – Du 28 janvier au 3 février 2022

En bref

Afghanistan : Le Qatar et l'Afghanistan annoncent un accord sur des vols Doha-Kaboul. Discussions entre l'Afghanistan et l'Iran pour la formation d'un comité commercial conjoint.

Bangladesh : L'exécution budgétaire 2020/21 s'est soldée par un déficit bien moindre que prévu. Le stock de dette publique progresse de 14% en g.a. en 2020/21. Les bourses bangladaises confirment leur redressement en 2021. Hausse de 183% des départs de travailleurs migrants en 2021.

Bhoutan : La BEI va commencer ses opérations au Bhoutan.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* L'indice PMI manufacturier tombe à 54 en janvier. Crisil prévoit une croissance du PIB réel de l'Inde pour 2022/23 de 7,8 %. *Budget 2022/23 :* Révision du budget 2021/22 : déficit revu à la hausse. Projet de loi de finances de 2022/23 : priorité aux investissements. Publication de l'*Economic Survey* : croissance en volume de 9,2% pour 2021/22 ; fourchette de 8-8,5% pour 2022/2023. *Secteur financier :* La structure de défaisance obtient toutes les approbations requises. Lancement d'un fonds de capital-risque de 150 M USD entre l'Inde et les EAU pour stimuler la croissance des start-ups. *Politique commerciale :* L'Inde et le Royaume-Uni concluent le premier cycle de négociations d'un ALE. L'Inde demande le retrait du projet de texte de négociation de l'OMC sur l'agriculture. *Autres informations :* Le Dr V Anantha Nageswaran nommé nouveau conseiller économique en chef. *Tata Sons* prend le contrôle d'Air India. *NITI Aayog* prévoit un nouvel indice pour classer les États en fonction de leur compétitivité.

Maldives : Inflation nulle en 2021. Signature de plusieurs accords avec la Turquie.

Népal : La Banque centrale (NRB) plafonne la prime sur le taux d'intérêt des prêts de location-vente à 4%. Le gouvernement indien alloue 7,5 Mds INR (100,2 M USD) de subventions au Népal. Le Népal et l'Inde signent un protocole d'accord pour la construction d'un pont motorisé sur la Mahakali.

Pakistan : La modification de la Loi sur la Banque centrale rend possible le versement d'1 Md USD de crédit du FMI au titre de la Facilité élargie de crédit. L'inflation atteint 12,96% en janvier. Ralentissement de l'activité du BTP et baisse des importations en janvier. Inquiétudes sur des revenus fiscaux en dessous de la cible établie par le gouvernement. Le *Federal Board of Revenue* tire la sonnette d'alarme sur l'assiette des revenus fiscaux. Le ministre des Finances annonce un meilleur ciblage des contribuables au moyen d'un système répressif mieux coordonné. Les distributeurs d'essence protestent contre des défaillances dans le système permettant aux plus pauvres d'acheter l'essence à moindre prix.

Sri Lanka : Révision à la baisse des objectifs touristiques en 2022. Poursuite de la crise énergétique à Sri Lanka. Inflation à 14,2% en janvier.

Afghanistan

Le Qatar et l'Afghanistan annoncent un accord sur des vols Doha-Kaboul

Le ministère des Transports et de l'aviation civile a annoncé un accord entre les deux gouvernements pour reprendre les vols directs entre Kaboul et Doha, qui seront assurés par les compagnies aériennes afghane et qatarie à une fréquence hebdomadaire.

Discussions entre l'Afghanistan et l'Iran pour la formation d'un comité commercial conjoint

A l'occasion de la visite à Kaboul de Moeed Yusuf, conseiller iranien pour la sécurité du pays, des discussions ont été enclenchées pour la formation d'un comité commercial conjoint (*Joint Trade Committee*) afin de relever les défis commerciaux entre les deux pays.

Outre des réunions avec des responsables afghans, la délégation s'est entretenue avec des membres du secteur privé. La Chambre de commerce et d'industrie a déclaré que les parties étaient parvenues à un accord sur huit questions liées au commerce. Pour rappel, selon le FMI, l'Iran a été en 2020 le premier fournisseur de l'Afghanistan avec 16,9% du total des importations et son septième client (10% du total des exportations).

Bangladesh

L'exécution budgétaire 2020/21 s'est soldée par un déficit bien moindre que prévu

Les recettes globales ont progressé de 23,6% à 3286 Mds BDT (contre une prévision de 11%) et les dépenses de 13,15% à 4583 Mds BDT (soit 13,1% du PIB), conduisant à un déficit de 1266 Mds BDT contre -1535 Mds BDT l'année précédente, équivalent à 3,63% du PIB (contre une prévision en LFI de 6,2 points). Le déficit 2019/2020 représentait 4,84 points de PIB et celui de l'exercice 2018/19 cinq points.

L'inflation s'est stabilisée à 5,56%, contre une cible de 5,4%, à un niveau toutefois inférieur à l'exercice fiscal 2020 (5,65%).

Le stock de dette publique progresse de 14% en g.a. en 2020/21

L'endettement net (hors dons) de l'Etat sur l'exercice 2020/21 s'élève à 1381 Mds BDT contre une dépense budgétée de 1835 Mds BDT, soit 75% de l'enveloppe retenue.

Le financement externe (33% de l'endettement net) atteint 455 Mds BDT contre une enveloppe de 684 Mds BDT, et le financement domestique s'élève à 925 Mds BDT (soit une baisse de 20% par rapport à la dépense initiale).

L'Etat a moins emprunté que prévu auprès des banques (T Bonds, T Bills, Sukuk) pour un total de 440 Mds BDT (à peine 55% de l'enveloppe) et davantage auprès des ménages via les *National Savings Certificates* (420 Mds BDT contre 330 Mds BDT budgétés). La rémunération des titres d'Etat a sensiblement baissé en 2020/21, en particulier pour les titres à moins d'un an. Celle des NSC est coûteuse (supérieure à 11%) mais elle constitue la principale source de revenus pour les ménages modestes qui ne bénéficient pas d'une retraite. Les taux ont cependant été abaissés en septembre 2021.

Au final, le stock de dette publique s'élève fin juin 2021 à 11 443 Mds BDT, en hausse de 14% sur l'exercice précédent. Il équivaut à 38% du PIB dont 24% en dette interne et 14% en dette externe.

Les bourses bangladaises confirment leur redressement en 2021

Fin 2021, les capitalisations boursières à Dhaka et Chittagong affichent une hausse respective de 21% et 25% par rapport à décembre 2020. La capitalisation boursière totale s'élève au 30 décembre 2021 à 10 122 Mds BDT (119 Mds USD), équivalant à 29% du PIB courant de l'exercice 2020/21. Elle progresse sur un an de 23%, après une hausse de 35% entre 2019 et 2020.

La bourse de Dhaka est largement prédominante, recueillant la grande majorité du volume des échanges. Elle est la 44^{ème} plus grande

capitalisation boursière au monde, pour une économie située au 41^{ème} rang, juste derrière Singapour et la Malaisie. Sa capitalisation s'est élevée au 30 décembre 2021 à 5422 Mds BDT (63,72 Mds USD), soit 15,6% du PIB contre 14,1% un an plus tôt et 11,5% fin 2019. La capitalisation moyenne de la bourse de Dhaka s'est élevée en 2021 à 5179 Mds BDT, soit une hausse de 46% sur le niveau atteint en 2020 (3542 Mds BDT).

L'année 2021 a vu un niveau record de levées de fonds avec une collecte de 12,33 Mds BDT (123 M€) pour 14 sociétés, contre 9,85 Mds BDT en 2020. C'est le meilleur bilan enregistré depuis 2014. Sur l'année calendaire 2021, treize nouvelles sociétés ont été introduites en bourse. Le marché obligataire privé reste encore marginal.

Hausse de 183% des départs de travailleurs migrants en 2021

Selon le *Bureau of Manpower Employment and Training* (BMET), le Bangladesh a enregistré 617 209 nouveaux départs de travailleurs migrants en 2021, soit une hausse de 183% sur 2020 (217 669 départs). Si la tendance observée depuis deux mois se poursuit (102 800 départs en novembre et 131 300 en décembre dernier), le BMET projette un envoi record de près d'un million de travailleurs en 2022, avec la réouverture du marché malaisien (200 000 postes prévus) fermé depuis trois ans.

L'Arabie saoudite, qui a sensiblement accru le quota de Bangladais en 2021, était l'an dernier la première destination, avec 457 227 emplois (74% du total), très loin devant Oman (55 009), les E.A.U. (29 202), Singapour, la Jordanie et le Qatar. Selon la *Refugee and Migratory Movement Research Unit*, la grande majorité des emplois (74%) sont non qualifiés (agents d'entretien et ouvriers dans la construction), et les salaires sont faibles (de 20 à 27 000 BDT soit 200 à 270€/mois).

Bhoutan

La BEI va commencer ses opérations au Bhoutan

La Banque européenne d'investissement (BEI) et le Royaume du Bhoutan ont officiellement ratifié

le 31 janvier l'accord-cadre qui permettra au Bhoutan d'avoir accès aux prêts de la BEI et à davantage d'opportunités de financement, notamment en matière d'action climatique, de résilience climatique et d'efficacité énergétique.

Le secrétaire aux affaires étrangères du gouvernement royal du Bhoutan, l'ambassadeur Pema Choden, a signé la déclaration avec le vice-président de la BEI, Christian Kettel Thomsen, au siège de la BEI à Luxembourg.

Pour rappel, les accords-cadres pays constituent la condition préalable au démarrage des opérations de la BEI dans les pays extérieurs à l'Union européenne. L'accord bhoutanais avait déjà été signé en 2014 avant d'être rejeté par le Parlement en 2015 pour des questions de «souveraineté et d'ingérence dans les lois nationales».

Inde

Indicateurs macro-économiques

L'indice PMI manufacturier tombe à 54 en janvier

L'indice des directeurs d'achat (PMI) de l'industrie manufacturière de l'*IHS Markit*, ajusté des variations saisonnières, a baissé pour le deuxième mois consécutif en janvier 2022 à 54, contre 55,5 en décembre 2021 et 57,6 en novembre 2021.

En janvier 2022, la confiance des chefs d'entreprise est tombée à son plus bas niveau depuis plus d'un an et demi en raison de l'incertitude liée à la pandémie et des prévisions d'inflation, indique *IHS Markit* dans son communiqué de presse. Les nouvelles commandes et la production ont enregistré la plus faible augmentation de ces quatre derniers mois. Par conséquent, la reprise des achats d'intrants a également été amoindrie. L'inflation du coût des intrants a diminué pour le troisième mois consécutif pour atteindre son plus bas niveau depuis septembre 2021, tandis que les prix des produits finis à la sortie des usines ont augmenté en janvier 2022, et ce, à un rythme plus rapide qu'en décembre 2021.

Crisil prévoit une croissance du PIB réel de l'Inde pour 2022/23 de 7,8 %

Crisil prévoit la croissance du PIB réel de l'Inde pour 2022/23 à 7,8 %. L'agence s'attend à ce que la croissance nominale atteigne 12-13 %, soit plus que l'estimation budgétaire (BE) de 11,1 %, et à ce que l'inflation effective s'établisse en moyenne à 5,2 %. La concentration des dépenses d'infrastructure pourrait entraîner une accélération de la croissance. Toutefois, Crisil a mis en garde contre le fait qu'un ralentissement de la croissance mondiale pourrait exercer une incidence directe sur les perspectives de croissance de l'Inde, les exportations ayant été un moteur essentiel de la croissance intérieure pendant la pandémie.

Budget 2022/23

Le 1^{er} février la ministre des Finances a présenté devant le Parlement le projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2022/23 (avril – mars).

Révision du budget 2021/22 : déficit revu à la hausse

Pour ce qui est de l'exercice 2021/22, le déficit de l'Etat fédéral est révisé à la hausse à 6,85% du PIB au lieu des 6,8% estimés. Les dépenses ont été plus importantes que prévu en partie en raison des pertes enregistrées par la compagnie nationale *Air India*, du paiement des compensations de GST aux Etats et des hausses des subventions affectées à l'aide alimentaire et aux fertilisants.

Les recettes sont également revues à la hausse, reflétant la bonne tenue de la collecte fiscale. Cependant les recettes tirées des cessions sont revues à la baisse : 780 Mds INR (10,4 Mds USD) contre 1 750 Mds INR (23,4 Mds USD), en tablant sur la réalisation de l'entrée en bourse de la *Life Insurance Corporation* avant la fin de l'exercice 2021/22, qui constitue l'un des objectifs du gouvernement, tout en étant entaché d'une grande incertitude.

Projet de loi de finances de 2022/23 : priorité aux investissements

Le PLF doit concilier trois objectifs *a priori* contradictoires : soutenir une économie toujours affectée par la pandémie, contrecarrer les tensions inflationnistes élevées et assainir les finances publiques après un déficit de l'Etat central record de 9,2% en 2020/21.

Ainsi, le déficit devrait être ramené à 6,4% du PIB en 2022/23, contre 6,8% selon la révision de 2021/22, en raison de la diminution des dépenses à 12,4% du PIB contre 13,6% en 2021/22, qui concerne en particulier les subventions agricoles et dépenses de soutien face à la crise sanitaire.

Plus fondamentalement, le gouvernement a privilégié la poursuite de la relance par l'investissement, en raison des effets d'entraînement attendus sur l'investissement privé, au détriment de mesures de soutien aux ménages les plus vulnérables (ruraux, mais également urbains, ces derniers étant les plus défavorisés, d'où le retour constaté des villes vers les campagnes).

Ainsi, la politique budgétaire expansionniste de développement des infrastructures se poursuit : les dépenses d'investissement devraient représenter 2,9% du PIB pour 2022/23 contre 2,6% en 2021/22. Mais la réduction des dépenses reste contrainte par d'importantes dépenses incompressibles : la charge de la dette (29% des dépenses totales et 3,6% du PIB) et les salaires et pensions (20%). Le gouvernement a réaffirmé son objectif de revenir à un déficit central de 4,5% du PIB d'ici 2025/26 mais sans préciser la trajectoire suivie.

Les recettes fiscales brutes s'inscrivent à 10,7% du PIB, contre 10,8% en raison de la réduction des droits d'accise sur le pétrole et le gaz consentie en novembre 2021. En outre, le gouvernement annonce poursuivre son programme de privatisation à hauteur de 650 Mds INR (8,7 Mds USD) en 2022/23, qui est susceptible d'être cependant beaucoup plus élevé que prévu, compte tenu de la probabilité élevée de voir la privatisation partielle de *Life Insurance Corporation* reportée après mars 2022. L'objectif semble *a priori* plus réaliste que celui annoncé pour 2021/22.

Enfin, le PLF prévoit le financement de 67% du déficit par l'émission massive d'obligations à 10 ans, un record de 15 000 Mds INR (201 Mds USD) qui dépasse le niveau de 2020/21 pourtant marqué par la pandémie et dans un contexte où la RBI procédait à des achats ferme de titres d'Etat, processus interrompu en octobre 2021. Si les bourses indiennes ont salué le budget indien, fondé sur une poursuite de la relance par l'investissement, en revanche, le marché obligataire a fort mal accueilli cette dernière information, les rendements des titres d'Etat à 10 ans se tendant fortement de 15 points de base à 6,85% pour atteindre vendredi 4 février 6,90%.

Les intervenants de marché ont été particulièrement déçus de ne voir énoncer aucune déclaration du gouvernement quant à la perspective d'une inclusion indicelle rapide des titres d'Etat indiens dans les grands indices obligataires internationaux. Il conviendra d'analyser, lors du prochain Comité de Politique Monétaire de la RBI, prévu du 7 au 9 février, la manière dont la Banque centrale indienne coordonnera sa politique monétaire avec la politique budgétaire, compte tenu de la nécessité de financer les émissions massives induites, dans un contexte où elle doit absorber un excès de liquidité pérenne et intégrer dans sa fonction de réaction le resserrement de la politique monétaire de la Fed.

Mds USD	2021/22 (PLF)	2021/22 (révisé)	2022/23 (PLF)
Recettes	465	504	527
<i>dont recettes fiscales</i>	<i>206</i>	<i>236</i>	<i>258</i>
<i>dont désinvestissements</i>	<i>23</i>	<i>10</i>	<i>9</i>
Dépenses	465	504	524
<i>dont dépenses d'investissement</i>	<i>74</i>	<i>81</i>	<i>100</i>
<i>dont charge de la dette</i>	<i>108</i>	<i>109</i>	<i>126</i>
Déficit primaire (% PIB)	3,1	3,3	2,8
Déficit (% PIB)	6,8	6,9	6,4
Financement du déficit	201	213	222
<i>dont obligations à 10 ans</i>	<i>161</i>	<i>140</i>	<i>200</i>
<i>dont dette externe</i>	<i>0,2</i>	<i>2,6</i>	<i>2,6</i>

Publication de l'Economic Survey: +9,2% pour 2021/22; fourchette de 8-8,5% pour 2022/2023

L'Economic survey, document annuel publié par le ministère des Finances la veille de l'annonce du budget, a pour finalité de dresser un bilan de l'exercice budgétaire en cours et de décrire le scénario entourant les hypothèses de croissance de l'exercice budgétaire à venir, initié le 1^{er} avril.

Il prévoit ainsi pour l'exercice en cours 2021/22 une croissance revue en baisse de 9,5% à 9,2%, compte tenu de la troisième vague de Covid-19 survenue peu avant le dernier trimestre de l'exercice. En 2020/21, l'agriculture a été le secteur le moins affecté par la crise et sa croissance est attendue à 3,9%, en légère augmentation (3,6% en 2020/21). L'industrie devrait connaître une croissance de 11,8% après une contraction de 7% en 2020/21. Les services, les plus durement touchés par la pandémie et comptant pour 53% de la valeur ajoutée, devraient progresser de 8,2% après une contraction de 8,4%, mais avec de fortes disparités, en particulier pour l'hôtellerie et la restauration qui n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-crise.

Du côté de la demande, la consommation est estimée en hausse de 7%, poussée par la croissance de la consommation publique (12% du PIB) de 7,6% (2,9% en 2020/21) alors que la consommation privée (58% du PIB) n'a pas encore pleinement retrouvé son niveau d'avant crise (+6,9% contre -9,1% en 2020/21). Enfin, l'investissement (formation brute de capital fixe, 30% du PIB) aurait progressé de 15%, dépassant légèrement son niveau de pré-pandémie (à quelque 3% au-dessus), stimulé par une politique budgétaire reposant sur une relance des investissements en infrastructure.

Sur l'exercice 2022/2023, la croissance en volume devrait s'inscrire dans un intervalle compris entre 8,0 et 8,5%.

Mais cette projection de croissance repose sur les variables suivantes : la poursuite de la vaccination, des conditions sanitaires favorables, la qualité de la mousson, une hausse ordonnée des taux directeurs des Banques centrales ainsi qu'une stabilisation des prix du pétrole, dont les

cours actuels sont nettement supérieurs à la fourchette retenue de 70-75 dollars le baril.

Par ailleurs, *l'Economic survey* salue les réformes du gouvernement destinées à améliorer le climat des affaires en allégeant les démarches administratives et facilitant l'innovation. L'étude estime enfin que le haut niveau des réserves de change, couvrant 13,2 mois d'importation, le dynamisme des IDE et la hausse des exportations (+16,5% estimés pour 2021/22) devraient permettre à l'Inde de faire face à la hausse des taux induit par le resserrement monétaire de la FED (*tapering*) en 2022/23.

Secteur financier

La structure de défaillance obtient toutes les approbations requises

Le président de la *State Bank of India* (SBI), Dinesh Khara, a déclaré que toutes les approbations réglementaires pour initier les opérations de la *National Asset Reconstruction Company* (NARCL) et de l'*India Debt Resolution Company* (IDRCL) ont été reçues.

Dans le cadre de la nouvelle structure approuvée par le régulateur, NARCL acquerra et regroupera les comptes de prêts douteux des banques, tandis qu'IDRCL s'occupera du processus de résolution dans le cadre d'un accord exclusif. Un total de 38 comptes d'une valeur de 828,5 Mds INR a été identifié pour être transféré à la NARCL. Dans la phase initiale, 15 dossiers d'une valeur de 500 Mds INR seront transférés à la structure de défaillance d'ici mars 2022.

Pour rappel, la ministre des Finances, Nirmala Sitharaman, avait annoncé lors de la présentation de la Loi de finances 2021/2022 la mise en place d'une structure de défaillance, comprenant une société de recouvrement d'actifs et une société de gestion d'actifs (résolution), pour prendre en charge le portefeuille de créances douteuses des banques.

Lancement d'un fonds de capital-risque de 150 M USD entre l'Inde et les EAU pour stimuler la croissance des start-ups

Un fonds de capital-risque (CV) de 150 M USD entre l'Inde et les Émirats arabes unis (EAU) a été

lancé depuis le pavillon de l'Inde à l'Expo 2020 de Dubaï. Le fonds de capital-risque est le premier du genre à être mis en place aux Émirats arabes unis. Il a pour objectif de trouver, d'investir et de soutenir des start-ups prometteuses par le biais d'un accélérateur. Il sera parrainé par des investisseurs des EAU, de l'Inde et des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le fonds agira également comme un catalyseur au développement des startups en phase de démarrage dans les deux pays, afin de les transformer en entreprises mondiales viables.

Politique commerciale

L'Inde et le Royaume-Uni concluent le premier cycle de négociations d'un ALE

L'Inde et le Royaume-Uni ont conclu le premier cycle de négociations en vue d'un accord de libre-échange (ALE) bilatéral. Les discussions ont porté sur divers sujets, notamment le commerce des biens et services tels que les services financiers et les télécommunications, les investissements, la propriété intellectuelle, les douanes, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce, la durabilité et les indications géographiques. Le deuxième cycle de négociations devrait se tenir du 7 au 18 mars 2022.

L'Inde demande le retrait du projet de texte de négociation de l'OMC sur l'agriculture

L'Inde a demandé le retrait du projet de texte de négociation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'agriculture, alléguant que le projet n'incluait pas les propositions clés faites par les pays en développement, y compris celles sur le stockage public et le mécanisme de sauvegarde spéciale, qui sont cruciales pour un accord plus équilibré.

L'Inde est soutenue par le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et le groupe des pays en développement G33 qui ont également exprimé des points de vue similaires. Plusieurs pays en développement ont demandé la mise en place d'un mécanisme de sauvegarde spéciale qui leur permettrait d'imposer des

restrictions à l'importation en cas d'augmentation des importations de produits agricoles ou de baisse de leur prix, entraînant une perte des moyens de subsistance des agriculteurs du pays et une menace pour la sécurité alimentaire.

Autres informations

Le Dr V Anantha Nageswaran nommé nouveau conseiller économique en chef

Le ministère des Finances a nommé le Dr V Anantha Nageswaran au poste de conseiller économique principal (CEA). Le poste était vacant depuis le départ de Krishnamurthy Subramanian début décembre 2021. Cette nomination est intervenue deux jours avant la présentation de l'*Economic Survey* le 31 janvier 2022 et trois jours avant la présentation du budget de l'Union.

V Anantha Nageswaran considère que l'Inde pourrait devenir une économie de 5 000 Mds USD d'ici 2025/26 ou 2026/27 si elle parvient à conserver un taux de croissance du PIB réel de 8 %. Selon les estimations du gouvernement, l'économie indienne devrait croître de 9,2 % au cours de l'exercice budgétaire qui s'achève le 31 mars prochain. Selon l'*Economic Survey* 2021/22, la croissance du PIB devrait se maintenir entre 8 et 8,5 % en 2022/23 et 7,1 % en 2023/24.

Tata Sons prend le contrôle d'*Air India*

Le 27 janvier 2022, *Tata Sons* a pris le contrôle d'*Air India* auprès du gouvernement central, qui a reçu en contrepartie 27 Mds INR (360 M USD). Un nouveau conseil d'administration d'*Air India* dirigé par le président du groupe *Tata*, N Chandrasekaran, sera bientôt formé.

Tata récupère un passif de 153 Mds INR réparti entre *Air India* et *Air India Express* (AIXL). Le groupe a obtenu un prêt de 100 Mds INR de la SBI et un second de 50 Mds de la *Bank of Baroda*.

NITI Aayog prévoit un nouvel indice pour classer les États en fonction de leur compétitivité

Le groupe de réflexion sur la politique fédérale NITI Aayog va mettre au point un indice de compétitivité des États qui ira au-delà de la

facilité d'obtention des autorisations et des licences et classera les États en fonction de leur capacité globale à attirer les investissements. Les détails de ce nouvel indice n'ont pas encore été précisés, mais l'idée générale est de dresser un tableau complet de la situation socio-économique de l'État et de ses progrès annuels. Cela irait au-delà des indicateurs de facilité à faire des affaires. L'idée est d'introduire une concurrence entre les États pour qu'ils deviennent plus compétitifs, ce qui pourrait accélérer la croissance économique.

Maldives

Inflation nulle en 2021

Mesurée par l'indice des prix à la consommation, publié par le Bureau national des statistiques, l'inflation atteint fin décembre 2021 0,02% en g.a., après 0,13% en novembre. Les contributions majoritaires sont l'essence pour les transports individuels (0,15 points de pourcentage), les fruits (0,13 points de pourcentage), les produits laitiers (0,12 points de pourcentage), les narcotiques (0,10 points de pourcentage). Les services de communication mobile (-1,02 point de pourcentage) tirent l'inflation à la baisse, ainsi que les principaux équipements domestiques (-0,06 point de pourcentage). L'inflation avait atteint -1,3% en 2020. Sa faiblesse, malgré la reprise de l'activité (la Banque centrale estime la croissance à +31,6% en 2021) tient notamment à des taux d'intérêt structurellement élevés et au maintien de la parité fixe entre la rufiyaa et le dollar.

Signature de plusieurs accords avec la Turquie

La première visite d'un ministre des Affaires étrangères turc aux Maldives, en la personne de Mevlut Çavuşoğlu, a donné lieu à la signature de cinq accords avec les autorités maldiviennes : un accord de coopération culturelle pour renforcer les échanges et le développement culturels entre les deux pays, un accord sur la coopération commerciale et économique qui donnera naissance à une commission économique mixte Maldives-Turquie visant à augmenter le volume

des échanges bilatéraux à 100 MUSD au cours des deux prochaines années, et trois mémorandums d'entente sur la coopération environnementale, la coopération agricole et la coopération entre le *Foreign Service Institute* maldivien et la *Diplomacy Academy* turque. Un prochain accord permettra par ailleurs aux touristes turcs de voyager sans visa aux Maldives, et réciproquement

📍 Népal

[La Banque centrale \(NRB\) plafonne la prime sur le taux d'intérêt des prêts de location-vente à 4%](#)

Dans une circulaire publiée dimanche, la NRB a imposé aux sociétés de location-vente (*hire purchase companies*) une sorte de taux d'usure plafonnant à 4 % au-dessus du taux moyen du marché leurs conditions de financement. De même, la banque centrale a maintenu la disposition selon laquelle ces sociétés ne peuvent accorder des prêts qu'à hauteur de 80 % de la valeur des actifs.

Les sociétés de location-vente sont des intermédiaires financiers non bancaires qui permettent aux entreprises d'acheter de nouveaux actifs (véhicules, machines et équipements notamment) selon un plan de financement. En l'absence de restrictions, ces sociétés pratiquaient des taux d'intérêt très élevés sur leurs clients.

Par ailleurs, la NRB a maintenu l'exigence de capital libéré de 300 M NPR (2,5 M USD) pour ces sociétés, qui ne peuvent accorder de prêts à un seul emprunteur, particulier, entreprise ou groupe, que dans une limite de 30 % de leur actif net.

[Le gouvernement indien alloue 7,5 Mds INR \(100,2 M USD\) de subventions au Népal](#)

Dans le cadre de la présentation du budget indien pour l'exercice 2022/23, la ministre des Finances a déclaré que l'Inde avait alloué 7,5 Mds d'INR (équivalents à 12 Mds NPR, soit 100 M USD) de subventions au Népal, soit 24 % de moins que le montant alloué un an auparavant. En 2021/22, l'Inde avait annoncé 9,9 Mds INR (15,9 Mds NPR)

pour un montant réel décaissé d'environ 6,5 Mds INR.

[Le Népal et l'Inde signent un protocole d'accord pour la construction d'un pont motorisé sur la Mahakali](#)

Un pont motorisé va être construit sur la rivière Mahakali avec l'aide financière du gouvernement indien. Le pont améliorera la connectivité transfrontalière entre la province népalaise de Sudurpaschim et l'État indien d'Uttarakhand.

Un protocole d'accord a été signé à cet effet par les représentants du Népal et de l'Inde ce mardi. En présence du ministre népalais des infrastructures physiques et des transports, Renu Kumari Yadav, l'ambassadeur de l'Inde au Népal, Vinay Mohan Kwatra, et le secrétaire du ministère, Rabindra Nath Shrestha, ont signé le protocole d'accord au ministère à Katmandou.

[Le communiqué de presse de l'ambassade d'Inde à Katmandou](#) ne révèle aucun détail financier sur l'opération.

📍 Pakistan

[La modification de la Loi sur la Banque centrale rend possible le versement d'1 Md USD de crédit du FMI au titre de la Facilité élargie de crédit](#)

Le Sénat a voté, sans la modifier et sans passer par un amendement de la constitution, la loi sur la Banque centrale (SBP) le vendredi 28 janvier à 23:00. L'approbation de l'amendement de la loi sur la Banque centrale est passée à 43 voix pour et 42 voix contre (sur 100 sénateurs) à la faveur de l'absence du chef de l'opposition et plus largement d'un accord avec plusieurs sénateurs du parti d'opposition PPP. Ce vote a rendu possible le versement, le 2 février d'1 Md USD au titre de la Facilité élargie de crédit » (acronyme anglais « EFF ») du FMI.

[L'inflation atteint 12,96% en janvier](#)

Les prix des biens de consommation ont atteint un sommet en deux ans alors que l'inflation a grimpé à 12,96% (source PBS, Office Pakistanais des statistiques).

Dans l'ensemble, la hausse de l'inflation a été tirée par l'augmentation des prix de l'essence qui a impacté le prix des transports des passagers et des marchandises (+23,05 % en glissement annuel), du logement et des services (+15,53 % en glissement annuel). L'inflation alimentaire dans les zones urbaines s'est établie à 13,57% (en baisse de 1,06% par rapport à décembre 2021). L'inflation non alimentaire s'est portée à 12,8% en glissement annuel dans les zones urbaines et à 13,9% dans les zones rurales.

Ralentissement de l'activité du BTP et baisse des importations en janvier

Les mesures monétaires, visant à ralentir la consommation, adoptées au S1 2021/2022 ont entraîné une baisse des importations en janvier (baisse des importations de 7,58 Mds USD en décembre à 5,91 Mds USD en janvier 2022).

Les achats nationaux de ciment chutent à 3,4 MT contre 4 MT il y a un an dans un contexte de ralentissement des activités de la construction.

Inquiétudes sur des revenus fiscaux en dessous de la cible établie par le gouvernement

Selon les dernières statistiques du FBR (organisme chargé de la collecte des impôts et des taxes), le Pakistan a vu ses recettes fiscales s'établir à 600 Mds PKR (3,4 Mds USD) contre 617 Mds attendus en décembre 2021 et à 430 Mds PKR (2,5 Mds USD) contre 457 Mds PKR visés en janvier 2022. Selon le FBR, cette situation est liée au ralentissement de l'activité constatée au cours des deux derniers mois.

Le Federal Board of Revenue tire la sonnette d'alarme sur l'assiette des revenus fiscaux

Le FBR corrige ses données sur la provenance de ses revenus indirects au S1 2021/22 : 53% des revenus fiscaux du pays étaient issus de droits d'accise -notamment sur les produits pétroliers- et de taxes indirectes à l'importation, 25% étaient issus de la TVA non récupérable. Le FBR rappelle que l'objectif total de revenus tirés de la TVA et des droits indirects qui lui a été fixé dans la loi de Finances 2021/22 s'établissait à 68,7% des revenus fiscaux du Pakistan (maintenu probablement à 78% suite à la loi de finances rectificative). Le FBR rappelle que cette

dépendance aux impôts indirects et aux droits d'accise pourrait être dangereuse dans le cas où le Pakistan ferait face à une situation de stagflation (60,3% du total des revenus fiscaux en 2007, 64,4% des revenus fiscaux en 2018).

Le ministre des Finances annonce un meilleur ciblage des contribuables au moyen d'un système répressif mieux coordonné

M. Tarin annonce que plusieurs administrations de l'Etat travaillent à un système plus performant de la collecte des impôts et du contrôle des fuites de capitaux en numéraire qui selon lui se développent, comme l'ont illustré de récentes opérations dans les aéroports pakistanais.

L'objectif déclaré du ministre des Finances consiste à ce que le ministère mette en place un dispositif dans le cadre duquel les revenus fiscaux du pays reposeraient sur une assiette, plus juste et plus facile à anticiper d'ici mars avril 2022, et qui soit mobilisable lors de la nouvelle loi de Finances de 2022/23. Il annonce que le FBR, l'IRS (*Internal Revenue Service*), la NADRA (*National Database and Registration Authority*), les douanes, la police (*FIA, Federal Investigation Agency*) travailleront en commun sur les contrevenants économiques à partir d'une nouvelle base de données unique (le WeBOC).

M. Tarin met en garde « la partie de la population qui voudrait se soustraire à l'IRPP en annonçant que le nouveau modèle mis en place permettra une riposte sévère ».

Les distributeurs d'essence protestent contre des défaillances dans le système permettant aux plus pauvres d'acheter l'essence à moindre prix

Depuis les fortes augmentations du prix de l'essence effectuées à la demande du FMI en octobre dernier, qui ont été accompagnées d'un programme appelé « Ehsaas », lequel permet notamment aux personnes les plus pauvres de pouvoir se procurer de l'essence à un tarif préférentiel, les distributeurs pétroliers pakistanais ont décidé d'effectuer une demande collective rappelant qu'ils portent le coût financier de ce programme sans avoir à ce stade obtenu de compensation de leur manque à gagner.

Sri Lanka

Révision à la baisse des objectifs touristiques en 2022

Le ministre du Tourisme Prasanna Ranatunga a annoncé le 30 janvier la division par deux du nombre d'entrées touristiques prévues en 2022, à 1,1 million contre un objectif de 2,3 millions précédemment, en raison de l'incidence du variant Omicron sur les pays d'origine des touristes. Alors qu'un doublement des entrées avait été constaté chaque mois depuis le début du T4 2021, le mois de janvier 2022 remet en effet en cause cette tendance, avec 82 327 entrées contre 89 506 un mois plus tôt (-8%), d'abord en provenance de Russie (13 478), d'Inde (11 751), d'Ukraine (7 774), du Royaume-Uni (7 442), d'Allemagne (5 339) et de France (3 616). Le nouvel objectif annuel, plus crédible que le précédent, signifierait un rattrapage du tourisme à 58% seulement du niveau de 2019, et 47% du niveau de 2018, alors que les autorités comptaient fortement sur une nette hausse des recettes touristiques pour atténuer les effets de la crise des changes à laquelle le pays est actuellement confronté et alimenter un flux entrant de devises.

Poursuite de la crise énergétique à Sri Lanka

Sri Lanka a encore été frappé par des coupures d'électricité dans plusieurs régions du pays le 2 février, du fait d'une combinaison entre une pénurie de carburant pour les centrales thermiques, dont l'approvisionnement est rendu difficile à cause du manque de dollars disponibles, la déficience technique des centrales à charbon de Yugadanavi et de

Norochcholai (la principale unité de production électrique du pays), et une production hydroélectrique limitée en raison de la saison sèche.

Face à la crise, les autorités cherchent des sources d'approvisionnement alternatives : le Conseil des ministres a ainsi donné son accord à la fourniture de 450 000 barils de pétrole brut pour la raffinerie de Sapugasakanda par l'entreprise chypriote *Terra Nevis Group* sur la base d'un crédit de 180 jours, a approuvé la fourniture de 40 000 tonnes de diesel par la compagnie indienne IOC, et est en négociation avec celle-ci pour 40 000 tonnes de pétrole. Des discussions ont par ailleurs cours avec les producteurs d'énergie privés dans le pays, et l'autorité régulatrice du secteur, la PUCSL, espère pouvoir mobiliser en heure de pointe les générateurs d'électricité autonomes des immeubles d'habitation.

Inflation à 14,2% en janvier

L'inflation atteint 14,2% en janvier en g.a. d'après l'indice CCPI, et poursuit ainsi sa hausse après 12,1% en décembre 2021. Les produits alimentaires augmentent en particulier de 25,0% en g.a. (contre 22,1% en décembre) et les produits non-alimentaires de 9,2% en g.a. (contre 7,5% en décembre). La hausse des prix entre décembre et janvier tient autant aux produits alimentaires (47,3%), dont en particulier le riz, les fruits frais, la poudre de lait et le pain, que non-alimentaires (52,7%), dont en particulier le transport (essence, diesel, bus), le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et autres carburants, l'éducation et les restaurants et hôtels. L'inflation sous-jacente atteint 9,9% en g.a., contre 8,3% en décembre.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa2	Stable	CCC	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international